

**AXE CONCLUSIF : LE MOYEN-ORIENT : CONFLITS RÉGIONAUX ET TENTATIVE DE PAIX**

**INTRODUCTION**

Alors que le Moyen-Orient est une région de faible superficie (7 millions de km<sup>2</sup>), on y comptabilise les 3 formes de guerres décrites par l'ONU, témoignant de l'instabilité de cette région, qui fait régulièrement la une de l'actualité internationale.

Le Moyen-Orient (ou *Middle East*) est une appellation issue de la diplomatie coloniale britannique qui englobe le Proche-Orient, ainsi que l'ensemble des États situés autour du Golfe persique. Il est difficile de délimiter ce territoire car ses limites sont mouvantes.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Moyen-Orient est le théâtre de très nombreux conflits dont les acteurs, les motifs et l'intensité ont été variés. Ces conflits ont un impact à la fois local, régional, mais également international.

Malgré des tentatives nombreuses de médiation de la part d'acteurs étatiques (EU) et non-étatiques (ONU), certains conflits ne sont toujours pas pacifiés (guerre en Syrie depuis 2011, conflit israélo-arabe toujours en cours depuis 1948 malgré plusieurs traités de paix, etc.) et d'autres ont généré de fortes instabilités (la 2<sup>ème</sup> guerre du Golfe a déstabilisé la région et permis l'essor de DAESH à l'ouest de l'Irak).

**Problématique** : En quoi les guerres au Moyen-Orient montrent-elle la diversité des acteurs et les difficultés pour construire la paix ?

**A. Une région stratégique aux nombreux facteurs de tensions**

**1) Une région stratégique aux ressources convoitées**

**\* Une région stratégique carrefour**

- Le Moyen-Orient est un lieu stratégique, à l'échelle mondiale, au carrefour de 3 continents (Asie, Afrique et Europe) et deux espaces maritimes (Océan Indien et Mer Méditerranée). Au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle, d'un point de vue géostratégique, elle est une zone intermédiaire entre l'Europe et l'Inde, colonie britannique. L'expression de Moyen-Orient évoque cette situation intermédiaire entre l'Europe et l'Asie.
- La région compte plusieurs détroits et un canal stratégiques, qui jouent un rôle commercial primordial au cœur des flux de la mondialisation (exportation des hydrocarbures régionaux, liaisons mondiales, etc.).

Ainsi le détroit d'Ormuz permet l'accès au Golfe persique (très étroit, il est soumis à un intense trafic et fait donc l'objet d'une surveillance accrue de la part des grandes puissances).

De même, le canal de Suez permet l'accès à la Méditerranée depuis la mer Rouge. Parce que son contrôle est essentiel au commerce mondial, il a été le théâtre de conflits (ex : crise de Suez en 1956 quand l'Égypte nationalise le canal au détriment des Français et des Britanniques).

Cette situation géographique au cœur des flux les plus intenses de la mondialisation est fondamentale pour les puissances internationales pour lesquelles le passages des navires dans la région est vital.

**\* Des ressources convoitées**

Le Moyen-Orient dispose par nombreuses ressources :

- les **hydrocarbures** (pétrole et gaz) : la région concentre 60% des réserves mondiales de pétrole et 40% des réserves mondiales de gaz. Le pétrole étant vital pour les économies des pays développés, les puissances internationales surveillent de près la stabilité de la région.
- l'**eau** : le Moyen-Orient est une région aride, qui connaît une croissance démographique forte. L'eau y est donc rare et disputée, d'où des tensions (EX : entre Israël et ses voisins).

## 2) Une mosaïque de peuples et de religions

### \* Une diversité de peuples et d'ethnies :

Le Moyen-Orient compte 5 grands peuples, définis les uns par rapport aux autres par le critère linguistique :

- Les Arabes sont majoritaires, avec près de 200 millions de personnes. C'est le seul peuple réparti sur plusieurs États.
- Les Turcs sont le 2nd peuple de la région avec environ 83 millions de personnes (en 2018).
- Les Perses sont environ 82 millions (uniquement en Iran).
- Les Juifs sont environ 8 millions, regroupés dans un petit État (Israël) dont la création a suscité des tensions dès l'origine.
- Enfin les Kurdes, avec près de 40 millions de personnes, n'ont pas d'État propre. Ils sont répartis sur quatre États (Syrie, Irak, Turquie et Iran), et y vivent en minorité parfois persécutée.

### \* Une diversité religieuse

Le Moyen-Orient est une région à majorité musulmane (*berceau de l'Islam au VIIème siècle*). On y trouve environ 400 millions de musulmans.

- L'Islam est divisé en deux branches religieuses principales, les sunnites (80% des musulmans de la région) et les chiites (surtout en Iran), opposées par des tensions (entre Iran et Arabie Saoudite, etc.).
- Au XXème siècle s'est développé un courant interne : l'Islam politique qui veut « réislamiser » les sociétés du Moyen-Orient en imposant le Coran comme fondement de la vie sociale et politique. Prétexte à des dictatures dures, il est arrivé au pouvoir en 1979 en Iran, ou dans la bande de Gaza en 2006 (*victoire du Hamas aux législatives*). Il exploité les révoltes du Printemps arabe de 2011 pour ravir (*temporairement*) le pouvoir en Tunisie et en Égypte. Des mouvements islamistes radicaux sont enfin nés à partir des années 1990, prenant la forme d'organisations terroristes (*Al-Qaïda et DAESH : revoir l'introduction de l'axe*).

On trouve aussi minorités de Chrétiens et de Juifs dans la région :

- Les Chrétiens sont minoritaires dans la région (ex : les coptes en Égypte) et sont souvent persécutés (par l'État islamique où il est implanté, etc.).
- Les Juifs, quant à eux, sont aussi minoritaires dans la région mais sont majoritaires dans l'État d'Israël (8 millions de personnes sur 9 millions d'habitants).

La région accueille aussi des lieux saints des 3 monothéisme. Jérusalem est le lieu saint du judaïsme (vestige du temple de Jérusalem), du christianisme (tombeau de Jésus) et la 3ème ville sainte de l'Islam (esplanade des mosquées, etc.). Cette ville est donc depuis longtemps l'objet de vives tensions, surtout depuis qu'Israël l'a pleinement intégrée et déclarée comme capitale.

La pluralité éthique et religieuse est une source de tensions importantes dans la région.

## B. Le conflit israélo-arabe et ses tentatives de résolution (Jalon 1)

### 1) Naissance de l'Etat d'Israël et guerres israélo-arabes (1948-1979)

#### \* La première guerre israélo-arabe (1948-49) :

Jusqu'aux années 1970, les guerres contre Israël sont menées par ses voisins arabes qui refusent son existence : ce sont des conflits inter-étatiques.

Le 29 novembre 1947, l'ONU adopte un plan de partage de la Palestine, territoire auparavant sous mandat britannique : il est prévu la création d'un État juif, d'un État arabe et un statut international pour Jérusalem. Cette décision est inspirée du **sionisme** (doctrine politique théorisée en 1896 par Théodore Herzl, prônant l'implantation en Palestine d'un foyer national juif) et a été motivée par la volonté de nombreux Juifs de quitter l'Europe après le génocide nazi.

Toutefois les États arabes rejettent ce plan imaginé par les vainqueurs de la seconde guerre mondiale pour de nombreuses raisons, et notamment car il suppose l'exil forcé d'une partie de la population arabe : le territoire est partagé en fonction des peuplements, juifs ou arabes, majoritaires. Le 14 mai 1948, l'existence de l'État d'Israël est proclamé.

Les États arabes attaquent alors Israël, Jérusalem est menacée, mais les Israéliens remportent le conflit, malgré le désavantage numérique :

- l'armistice de 1949 permet à Israël de gagner des territoires par rapport à ceux qui lui avaient été attribués par l'ONU en 1947 (77% du territoire, contre 55% prévus initialement).

- de nombreux Palestiniens se réfugient dans les pays arabes voisins

- aucun Etat palestinien ne voit le jour : les territoires qui devaient former l'État arabe de Palestine sont annexés (la Cisjordanie par la Jordanie, et la bande de Gaza par l'Égypte).

Cette création est l'une des premières décisions fortes de l'ONU (résolution 181). Censée apporter la sécurité à un peuple persécuté (les Juifs), elle provoque dès le lendemain l'invasion d'Israël par les Etats Arabes et le soulèvement des Arabes palestiniens. L'ONU ne parvient pas à apaiser ces tensions.

#### \* De la crise de Suez aux accords de Camp David (1979)

D'autres guerres opposent Israël à ses voisins :

- En 1956, Israël intervient aux côtés de la France et du Royaume-Uni dans la crise de Suez et occupe le Sinaï (qui est restitué sous pression américaine la même année).

- En 1967, éclate la « guerre des Six-Jours » : c'est une nouvelle victoire israélienne contre les pays arabes. Israël occupe le Sinaï, Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est. Cette situation est dénoncée, sans succès par l'ONU

- En 1973, éclate la guerre du Kippour : l'Égypte et la Syrie attaquent Israël par surprise pour prendre leur revanche sur 1967, mais sont vaincus. L'ONU appelle à un cessez-le feu, qui est accepté.

Les conséquences de la guerre des Six Jours favorisent les tensions qui perdurent aujourd'hui :

- L'occupation illégale des territoires initialement dévolus aux arabes Palestiniens

- L'occupation de territoires dans lesquels des arabes Palestiniens vivaient réfugiés depuis 1949

- Les défaites successives des pays arabes contre Israël

Cela encourage le développement d'un nationalisme palestinien indépendant, incarné par « l'Organisation de Libération de la Palestine » (OLP) et son chef Yasser Arafat, organisation qui exige dès sa création :

- la libération des territoires occupés depuis 1967
- la création d'un État palestinien uni
- le retour des Palestiniens réfugiés dans les États voisins (après 1967, de nombreux Palestiniens ont fui les territoires occupés pour se réfugier au Liban, en Jordanie, etc.).
- la disparition de l'État Israël.

L'OLP pratique la guérilla et le terrorisme à partir des camps de réfugiés de Jordanie et du Liban. Cela crée des tensions et déstabilise encore plus fortement la région : par exemple en 1970, la Jordanie chasse de force les combattants de l'OLP, en faisant des milliers de morts (septembre noir).

Dans les années 1970, des divisions apparaissent entre les pays arabes (c'est la fin du panarabisme, idéologie visant à l'unité politique du monde arabe). Ainsi l'Égypte entame des négociations de paix avec Israël.

En 1979, le traité de paix israélo-égyptien met fin aux guerres inter-étatiques débutées en 1948. Mais elle consacre les États-Unis comme médiateurs pour pacifier la région, au détriment de l'ONU, et se solde par un « traité de paix » selon une logique westphalienne.

## 2) Le conflit israélo-palestinien et ses tentatives de résolution (Jalon 1)

A partir des années 1970, le conflit israélo-arabe devient un conflit israélo-palestinien (même si quelques conflits interétatiques demeurent, en particulier avec le Liban). Israël n'est plus en conflit avec les États arabes mais avec les acteurs politiques issus des territoires palestiniens

A partir de 1987, le déclenchement de l'intifada, large insurrection palestinienne, puis l'émergence de l'OLP, devenu le Hamas, modifie la donne.

### \* La première intifada :

*Quelles sont les raisons du déclenchement de l'Intifada ?*

En 1987, éclate la première intifada : c'est un soulèvement des Palestiniens de la bande de Gaza et de la Cisjordanie contre l'armée israélienne :

Ce conflit est asymétrique : l'intifada (ou « guerre des pierres ») voit l'implication de la population palestinienne, soutenue par l'OLP et le Hamas (créé justement en 1987). Elle fait suite à un accident à Gaza, ayant tué 4 Palestiniens. L'armée Israélienne intervient. Le conflit larvé s'étale sur 6 ans et aboutit à la mort de 1.100 civils palestiniens (et 104 morts côté israélien).

A l'échelle internationale, l'image d'Israël est ternie (l'ONU condamne sa politique dans une résolution) : l'OLP en profite pour lancer une vaste offensive diplomatique à l'international, dans l'espoir de faire entendre ses revendications.

*Quelles sont les principales décisions prises lors des accords d'Oslo ?*

Au début des années 1990, Yasser Arafat profite du prestige obtenu par l'OLP pour jouer la modération. En 1993, sous l'impulsion des États-Unis, les accords d'Oslo sont signés entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, le 1er ministre israélien :

- L'OLP reconnaît pour la 1ère fois l'État d'Israël
- Et s'engage à ne plus faire usage de la violence et du terrorisme pour faire entendre sa cause

Ces accords prévoient la mise en place d'une Autorité palestinienne (sans le statut d'État) possédant des pouvoirs en matière d'éducation, de santé et de police sur la bande de Gaza et une partie de la Cisjordanie.

*A quelles difficultés se heurte le processus de paix initié par les accords d'Oslo ?*

Mais rapidement, le processus de paix est bloqué par la montée des tensions :

- Du côté israélien, Yitzhak Rabin est assassiné par un fanatique juif en 1995 et la droite israélienne revient au pouvoir en 1996 : elle n'est pas favorable au dialogue avec les Palestiniens, poursuit la « colonisation » des territoires occupés de Cisjordanie normalement dévolus à l'Autorité palestinienne, et a construit une « barrière de séparation » qui ne suit pas la ligne verte de 1949 (et donc agrandit son territoire). Israël intervient aussi militairement à Gaza ou en Cisjordanie dès que le pays subit des tirs de roquette ou des attentats (ex : Opération « Bordure protectrice » en 2014).
- Du côté palestinien, une seconde intifada a éclaté en 2000. Des attentats suicides sont perpétrés par des Palestiniens radicaux, et la bande de Gaza est tenue depuis 2006 par le Hamas (mouvement islamiste fondé en 1987), concurrent de l'OLP, refusant les compromis. Des tirs de roquette ont aussi lieu depuis les États voisins où vivent encore des réfugiés palestiniens.

\* Une résolution impossible ?

Quelles solutions possibles ?

Soit la création d'un Etat unifié, dans lequel Israéliens et Palestiniens vivraient avec les mêmes droits (opposition stricte d'Israël), soit la création de deux Etats voisins. Cela passerait par la pleine restitution aux Palestiniens des territoires occupés depuis 1967 (ce que l'ONU a réclamé dès 1967 et sa « résolution 242 »).

Les motifs de tensions :

- La question du possible tracé de la frontière entre les 2 Etats pose problème, car les territoires palestiniens sont actuellement fragmentés (Gaza / Cisjordanie) et, surtout, parce qu'existent en Cisjordanie des enclaves israéliennes (nommées les « colonies » évoquées dans les médias).
- La question de Jérusalem reste épineuse : chaque peuple la réclame comme capitale.
- La question du partage de l'eau est essentielle : Israël veut s'assurer le contrôle des ressources en eau de la région, et refuse donc l'abandon de certains territoires.

Le rôle de la communauté internationale :

- Les États arabes se posent en médiateurs possibles. Ainsi en 2002 la Ligue arabe adopte un plan de paix proposé par l'Arabie Saoudite (appelé « Initiative de paix arabe »), proposant à Israël une paix globale en échange du retrait des territoires occupés depuis 1967 et de la création d'un État palestinien avec pour capitale Jérusalem-Est. L'U.E. soutient l'initiative, mais elle est rejetée par Israël.
- Les États-Unis pourraient jouer un rôle clef, car ils sont le principal Etat protecteur d'Israël face à l'hostilité de ses voisins et peuvent exercer sur lui une forte influence. Cependant, c'est là aussi

un frein : la politique des États-Unis consiste le plus souvent à soutenir les revendications d'Israël. C'est encore plus vrai avec l'administration Trump : en 2020 elle présente un « plan de paix américain » : en échange d'une aide économique la Palestine doit reconnaître Israël, accepter les colonies de Cisjordanie (*obtention en échange de terres...dans le désert du Néguev*), accepter Jérusalem comme capitale d'Israël et se démilitariser. L'autorité Palestinienne refuse et menace de quitter les accords d'Oslo.

- L'ONU appelle régulièrement à la reprise des négociations entre les parties, défendant la solution dans laquelle 2 États reconnus coexisteraient, afin de ramener de la stabilité au Moyen-Orient. Mais Israël ne se soumet pas à ses différentes résolutions. Et les prises de position des États-Unis, qui se posent comme seul médiateur pour la paix dans la région, rend l'ONU impuissante.

## C- Les deux guerres du Golfe (1991 et 2003) et leurs prolongements : d'une guerre interétatique à un conflit asymétrique

### 1) La première guerre du Golfe (1990-91), manifestation de la sécurité collective

À la fin de la Guerre froide, les États-Unis sont la seule grande puissance, on parle de superpuissance américaine. Ils veulent imposer un **nouvel ordre mondial** (concept employé en 1990 par le président G. H. Bush illustrant sa volonté de diffuser et d'imposer les valeurs occidentales (la démocratie et le capitalisme) et de garantir collectivement la paix mondiale. Ainsi, le multilatéralisme, sous leadership américain permettrait de garantir la paix et la sécurité collective.

Ce « Nouvel ordre mondial » s'est reflété dans la « Première Guerre du Golfe ».

#### Les causes :

En août 1990, l'armée irakienne (menée par le président SADDAM HUSSEIN) envahit le Koweït, petit état au Sud-Est de l'Irak, pour l'annexer et s'approprier ses réserves pétrolières. L'ONU exige que l'Irak évacue le Koweït, en août 1990 (résolution 660). L'Irak ne le fait pas : la communauté internationale réagit, au nom du droit d'ingérence.

#### Le déroulement :

En janvier 1991 est lancée l'opération « Tempête du désert ». La guerre s'achève en février 1991 (guerre-éclair), avec une nette défaite irakienne : 150.000 morts irakiens, 240 pour la communauté internationale. La paix est rétablie.

- Ce conflit illustre le « nouvel ordre mondial » : il reflète le multilatéralisme car il est mené et remporté par une très vaste coalition de 34 États (1 million de soldats), impulsée par l'ONU (certes les USA dominent, organisent l'attaque, mais il y a bien union et concertation). Sont impliqués acteurs régionaux, internationaux et non-étatiques.
- Le maintien de la « sécurité collective » justifie le conflit : cette guerre est menée au nom des valeurs occidentales (« sécurité », « liberté ») et pour rétablir la « paix ». Elle permet la résolution d'un conflit interétatique régional par une coalition sous mandat de l'ONU. En cela, elle se rapproche du concept médiéval de « Guerre juste ».

### Issue et conséquences :

- La résolution rapide et concertée de la Guerre du Golfe fait naître l'espoir d'un monde sans conflits : l'ONU n'est plus paralysée (la fin de la Guerre froide marque une fin de l'usage systématique du droit de véto).
- Toutefois l'Irak subit des sanctions lourdes de la part de l'ONU. L'Irak est placé sous embargo, même si ce régime est ensuite assoupli avec le programme « pétrole contre nourriture ». L'antiaméricanisme s'y développe à mesure que la pauvreté s'y installe.
- L'opportunité est donnée aux Kurdes de mettre en place, de fait, un régime d'autonomie
- Plus surprenant, S. Hussein exploite la situation pour renforcer son pouvoir : il en profite pour accroître son contrôle sur la population, et sur le parti Baas (en offrant des petits privilèges à ses membres).

La résolution du conflit ne suffit donc pas à éteindre les tensions locales.

### 2) La seconde guerre du Golfe (2003-2011) et ses prolongements

#### \* Des attentats du World Trade Center à la 2<sup>e</sup> guerre du Golfe :

Le nouvel ordre mondial ne survit pas aux attentats du 11 septembre 2001 : le président G.W Bush déclare la guerre au terrorisme, selon le principe de la guerre préventive : l'objectif n'est plus d'intervenir pour rétablir la paix (années 1990), mais d'intervenir pour éliminer les menaces potentielles, ce qui fragilise l'idéal d'une « paix » mondiale et perpétuelle.

Ainsi, les États-Unis attaquent l'Afghanistan en 2001, là où sont localisés les bases d'entraînement d'Al-Qaïda, qui a organisé les attentats. Dans le même temps les États-Unis accusent l'Irak du dictateur Saddam Hussein de développer des armes de destruction massive, mais aussi d'entretenir des relations avec Al-Qaïda. Ces accusations sont l'objet de vifs débats à l'ONU en 2003, à propos de la légitimité d'une nouvelle guerre du Golfe.

Face au risque de triple véto (France, Russie et Chine), G.W. Bush décide d'intervenir sans le soutien de l'ONU. En 2003, les États-Unis, associée à une coalition d'États, envahissent l'Irak : l'idéal de sécurité collective est ainsi durablement fragilisé, d'autant que l'ONU est incapable de sanctionner les EU et leurs alliés Britanniques, ces derniers disposant du droit de veto.

#### \* Une intervention militaire couronnée de succès

Le 20 mars 2003, l'opération "Liberté irakienne" est lancée par une coalition hors ONU, menée par les États-Unis et à laquelle participent plusieurs pays européens (Royaume-Uni, Espagne), ainsi que l'Australie.

La coalition, forte de 330.000 hommes dont 250.000 Américains, remplit rapidement ses objectifs : le 9 avril elle est à Bagdad, où la statue de Saddam Hussein est renversée par un blindé américain.

Dès le mois de mai, George W. Bush déclare que "l'essentiel des opérations militaires est terminé". Sur place, les membres de la coalition engagent la débaasification (Dissolution du parti Baas au pouvoir en Irak de 1963 à 2003) du pays : ils interdisent l'accès aux fonctions publiques aux responsables du parti Baas de Saddam Hussein, et démantèlent l'armée Irakienne. Fin 2003 Saddam Hussein est fait prisonnier.

Les États-Unis accompagnent dès lors la transition de l'Irak vers la démocratie. En 2004 le pouvoir (exercé par une « Autorité provisoire de la coalition ») est transféré au gouvernement intérimaire, pro-américain.

Fin janvier 2005, les Irakiens sont appelés à voter pour choisir les membres de l'Assemblée constituante.

### \* Mais un succès à relativiser :

Toutefois, cette victoire rapide masque des éléments qui la nuancent fortement :

- Dès octobre 2003, un rapport américain du Groupe d'inspection reconnaît qu'aucune arme de destruction massive n'a été découverte.
- En avril 2004, des images de prisonniers irakiens humiliés par des militaires américains à la prison d'Abou Ghraïb sont diffusées, ce qui provoque une indignation mondiale et accroît l'antiaméricanisme dans la région.
- Les États-Unis sont rapidement considérés comme une armée d'occupation. La guerre a tué des centaines de milliers de civils irakiens (contre 4.400 morts Américains). Ce qui occasionne sur place des manifestations et attentats anti-occidentaux, dès 2003. En 2007, plus de 50 attentats sont perpétrés en Irak, dont 24 à Bagdad.
- La « démocratisation » forcée de l'Irak creuse le fossé entre les Sunnites et les Chiïtes (*CARTES dont 4 p. 171 BELIN*). Ceux-ci, pourtant majoritaires en Irak, avaient été marginalisés et persécutés sous Saddam Hussein. Les élections de 2006 et la débaasification changent la donne : les sunnites sont exclus par la victoire des chiïtes aux élections et perdent tout pouvoir. Ce déclassement et la défiance sunnite à l'égard du pouvoir chiïte irakien nourrit le terrorisme régional, avec la création « d'Al-Qaïda Mésopotamie » en 2003, puis par la proclamation de l'État islamique en Irak en 2014, deux mouvements prônant le rétablissement d'un pouvoir sunnite en Irak. Un conflit **ASYMÉTRIQUE** succède à la guerre interétatique déclenchée par la coalition.
- La chute de Saddam Hussein nourrit l'espoir d'un Kurdistan indépendant. En 2005, la nouvelle Constitution institue le fédéralisme et légalise l'autonomie du Kurdistan irakien, au nord.

### Bilan :

L'occupation de l'Irak a permis sa démocratisation, mais a entraîné le délitement du pays : développement du terrorisme islamiste, divisions importantes entre chiïtes et sunnites, fragilisation des structures étatiques irakiennes (le nouveau pouvoir Irakien est durement contesté), etc. En d'autres termes il est difficile de dire que les États-Unis ont « gagné » la 2<sup>de</sup> guerre du Golfe, celle-ci n'ayant pas abouti aux objectifs poursuivis.

En 2011, à l'initiative de Barack Obama, les derniers soldats américains quittent l'Irak, laissant le pays plongé dans une grave crise.

### **CONCLUSION**

Depuis 1945, le Moyen-Orient est traversé par de nombreuses tensions. Les conflits sont de natures diverses (territoriaux, religieux, etc.), de types divers (interétatiques, intra-étatiques, asymétriques...) et prennent depuis 20 ans le visage du terrorisme et de la violence quotidienne. Mobilisant des acteurs divers (Puissances mondiales et régionales, ONU), la situation du Moyen-Orient illustre, malgré le contre-exemple de la première guerre du Golfe, l'impuissance de l'ONU dans son rôle de médiateur face aux intérêts américains en particulier, mais pas seulement (Russie en Syrie, etc.). La multiplication des acteurs et la pluralité des enjeux régionaux explique la difficile résolution des conflits en cours.